

# Le terrorisme d'État: vicissitudes de la souffrance psychique et des institutions psychanalytiques

marta lyda l'hoste

La souffrance psychique de ne pas savoir, forme de torture chronique, fut paradigmatique chez les parents des « disparus ». Cette impossibilité de savoir — quant au destin du disparu et à ce qui fut perdu, faute de pouvoir accéder à la preuve de la réalité d'une mort — déterminait un deuil spécial. Ce travail est une réflexion sur les pratiques et les attitudes subjectives qui favorisent ou empêchent la transmission particulière de cette forme singulière de deuil.

« Les personnes disparues ont des enfants, et le problème de ces enfants va se transmettre à la génération suivante et à l'autre. C'est une situation conflictuelle pour plusieurs générations... C'est ce qui vous intéresse, vous, qui êtes psychologues... »

Hebe de Bonafé, présidente de l'association des Mères de la Place de Mai.  
Lettre à l'Association des psychologues, 1983.

**L**e 24 mars 1976, une junte militaire ayant longuement préparé une alliance politico-militaire accomplit un coup d'État qui destitue le gouvernement constitutionnel d'Isabel Peron. Cette opération fut accompagnée d'une action psychologique auprès de la population, visant à y créer chaos, peur et confusion pour mieux faire accepter le coup par un large consensus.

Cette Junte inventa un mythe pour légitimer son pouvoir, celui de la lutte contre le terrorisme et la subversion. Elle organise ainsi une machine de mort et d'horreur qu'elle justifie par la violence des terroristes et par le salut de la Nation et des citoyens. En même temps, sous des formes visibles et invisibles, elle érige une organisation économique, juridique et sociale qui modifie totalement la structure politique et sociale de l'Argentine. Cette dictature durera jusqu'en 1983.

Terrorisme d'État

Le terrorisme d'État fut un monopole de la violence, organisé selon des stratégies militaires et politiques, et qu'exerça la dictature contre une partie de la société civile en vue de l'annihiler politiquement. On peut distinguer les dispositifs de ce système selon deux façons d'opérer dans des domaines différents:

— Ceux qui produisent l'extermination des personnes et des institutions dans le domaine concret;

— Ceux qui produisent les représentations sociales dans le domaine symbolique.

Les premiers dispositifs ont opéré par actions directes sur le corps des personnes et des organisations, cherchant avec une insistance particulière non seulement leur mort mais aussi leur effacement, leur exil matériel et symbolique. Les méthodes en furent la menace de mort, la persécution, la prison, la séquestration et la réclusion en camps de concentration clandestins, le rapt d'enfants, la torture et, par après, l'assassinat des survivants.

L'opération dura des mois et des années sur les corps des prisonniers. Elle se réalisa sans qu'aucune instance n'en rende compte, les autorités se dérobaient devant les parents qui, d'institution en institution, interrogeaient et cherchaient. Parmi ces pratiques répressives, le dispositif de la disparition des personnes fut le paradigme du contrôle par la terreur.

La Junte interdit aussi toutes les organisations politiques, syndicales, culturelles et populaires qui exprimaient une opposition politique manifeste ou potentielle, y compris celles destinées aux services publics (dont plusieurs équipes de santé mentale des hôpitaux). Devint également suspect, tout type de regroupement ou de réunion; par conséquent, s'il s'en tenait, leurs participants risquaient d'être notés à un fichier qui pouvait mener à leur disparition.

Le rapport entre un comportement quelconque d'un citoyen et l'ampleur d'une réponse répressive potentielle était absolument arbitraire, car la logique de ces pratiques, à savoir supprimer, annihiler et isoler, même arbitrairement, était au service de la production de la terreur.

L'autre dispositif clé fut l'invention par la dictature de ses propres représentations sociales à travers des pratiques discursives et extra-discursives qui instituèrent un nouvel imaginaire social.<sup>1</sup>

Dans la lutte pour imposer ses significations, le gouvernement militaire déploya des discours aux contenus divers, utilisant différents moyens: presse écrite et télévisée, actes publics et actions psychologiques, qui créèrent un imaginaire destiné à produire cohésion et adhésion aveugle et, par-dessus tout, l'élimination de toute représentation divergente.

La Junte assuma son autorité sans ménagement et, dans sa manière d'énoncer ses discours, couronna son pouvoir. Elle disait par exemple: « Le processus a des objectifs mais n'a pas de fins. » « Il faut oublier le passé pour réconcilier la Nation. » « Le silence est la santé ». « Nous, les Argentins, sommes droits et humains ». Ces mensonges montrent comment leurs significations tendaient à se donner un caractère universel et naturel afin d'occulter les processus socio-historiques qui les avaient produits. L'opération était destinée à gommer le temps historique. Ces significations circulaient en outre dans un domaine où la lutte pour trouver du sens était menacée de mort.

Nous avons ainsi les deux dispositifs signalés, celui qui produit la violence concrète et celui qui produit la violence symbolique. C'est par leur travail conjoint que fut institué ce que nous appellerons la subjectivité de la terreur.

Le travail de la terreur dans les subjectivités

*Les souffrances psychiques*

*Quels furent les effets produits sur la population par ces politiques de terreur organisée?*

Toute la population souffrit un trauma social. Elle fut affectée de façon qualitative et quantitative par des faits réels comme les séquestrations, les tortures, les disparitions, les prohibitions, les menaces, le tout accompagné du mensonge de l'autre social — l'État dictatorial — qui y niait son autorité et sa responsabilité. Cette situation amena une impossibilité de penser l'expérience et d'en produire des significations (Bozzolo, Bonano, L'Hoste, 1983).

On voyait une chose mais il fallait penser une autre, dont la représentation niait la réalité et, en même temps, limitait la possibilité de penser avec ses propres idées. C'est ainsi que les conditions pour penser la réalité sociale furent absolument altérées, moyennant quoi le double mensonge s'institua en un grand dispositif de silence social.

Le paradigme de ce dispositif de dénégation et de ses effets psychiques fut la disparition des personnes en même temps que l'impossibilité d'en faire l'inscription symbolique. Le discours officiel disait : « Les disparus se sont fait disparaître eux-mêmes ou se sont exilés ». « Il ont été assassinés par leurs propres camarades ou se sont suicidés ». « Ils sont en train d'être réhabilités dans des établissements spéciaux pour être réinsérés dans la société ». « On a vécu une guerre et comme dans toute guerre, il y a des disparus ».

Enfin, la responsabilité non assumée était diluée dans l'énoncé « nous sommes tous responsables », qui visait à une culpabilisation collective.

Un autre effet traumatique fut de ne rien savoir sur le destin du disparu. Cette ignorance créait un vide, un vide de représentation et de douleur insupportable, qui toucha non seulement les parents du disparu mais l'ensemble de la population.

Un énoncé discursif tenta de déplacer la responsabilité de la disparition vers la famille de la victime par le moyen de campagnes télévisées où l'on demandait : « Comment éduquez-vous votre fils? » « Vous savez ce qu'il fait en ce moment? » Dans la population, ces énoncés générèrent de la peur envers les parents de disparus, les précipitant dans l'isolement social. On considéra la dissidence ou l'opposition politique comme de la folie. Les dissidents étaient des malades, et les Mères de la Place de Mai, des « folles ».

Ces représentations sociales destinées à taire l'atrocité des méthodes de disparition et, en même temps, les pratiques d'annihilation et de contrôle des corps, constituèrent les nouveaux modes de subjectivation.

Les attaques massives contre l'identité des disparus tant au plan réel que symbolique — le Rapport final de la Junte les donnait tous pour morts sans spécifier les noms — furent aussi des agressions contre la population, dans la mesure où elles l'obligeaient à cohabiter avec trente mille fantasmes. Fantasmes quant à ces morts n'ayant ni nom ni sépulture et allant à la dérive dans un espace vide causé par l'absence des rites qui symbolisent la mort. Rappelons que ces rites sont fondamentaux pour la culture et la conservation du psychisme.

De telles conditions précipitent les subjectivités dans une fantasmagorie terrifiante quand les références à la réalité sociale ont été perverties. Ainsi, on configure l'horreur pour l'installer dans le psychisme. Cette horreur laisse des marques qui ne peuvent être articulées dans un récit. Ces marques, faute d'être significatives, se logent dans le corps, provoquant maladie et mort, réelle ou psychique.

La potentialité pathogène du trauma social réside dans l'impossibilité du sujet psychique de donner un sens à ce qui lui est arrivé, d'où une déliaison libidinale et l'abolition de la fonction de subjectivation. D'autre part, le psychisme risque d'organiser des défenses plus proches de la régression ou de la perversion, comme le clivage, la dénégation, le désaveu, la soumission et le masochisme; il peut aussi renoncer à ses propres valeurs pour adopter celles du pouvoir établi.

*Modalités de la souffrance psychique : un deuil spécial*

Selon la place occupée par les sujets sociaux, les modes de souffrance psychique prirent différentes particularités, et différentes aussi furent les possibilités de s'en occuper.

La souffrance psychique de ne pas savoir, forme de tourment chronique, fut exemplaire chez les parents des disparus. C'est cette impossibilité de savoir — savoir le destin du disparu et ce qui fut perdu — et d'obtenir une preuve de la réalité de la mort permettant sa représentation, qui détermina un deuil spécial. Ses expressions cliniques furent diverses. En voici quelques-unes:

- Des *imaginings* au sujet des tourments physiques et mentaux dont souffraient les disparus. Ceci submergeait les parents jusqu'à des niveaux d'angoisses envahissantes qui les amenaient parfois à désirer la mort pour s'en libérer.
- Des *présentifications illusoire*s de l'image du disparu dans une situation sinistre à travers des projections sur un support: on croyait l'avoir vu dans le visage de quelqu'un, l'avoir entendu, ou que quelque chose l'annonçait. Néanmoins, ces présentifications ne sont pas des hallucinations au sens pathologique. Alors que devant une mort normale, on retient de l'être cher des traits identificatoires en échange de la perte, dans ce cas-ci il est nécessaire de lui donner un corps. Il est nécessaire que rien ne se perde pour tenter d'en faire quelque chose de transmissible. Pourtant, rien ne peut s'oublier puisqu'il n'y a pas de certitudes. Je parle ici des certitudes, non comme des convictions subjectives personnelles, mais comme des constructions sociales. Rappelons que, dans cette situation, l'inscription et le rite de la mort ont été gommés.
- La *conviction subjective* sur la mort du disparu — même quand le doute réapparaissait. La douleur était continuellement redoublée ou évitée par des comportements tels que, par exemple, garder ses vêtements et sa chambre dans l'état où ils avaient été laissés le jour de sa séquestration. La défense était ainsi organisée sur le mode du déni: « Je sais, mais quand même... »<sup>2</sup>

Les souffrances que le processus de deuil entraînait et ses caractéristiques si particulières nous impliquèrent spécialement en tant que psychanalystes, dans notre savoir-faire thérapeutique. Je reprendrai ce thème plus loin.

D'un autre côté, la peur, les sentiments de faiblesse et d'impuissance provoqués par le fait de vivre sous une menace permanente, de même que l'isolement, la rupture des liens sociaux, la perte de références et d'appartenance à un groupe et à des institutions — avec la chute des repères identificatoires que ceux-ci procurent — furent subis par l'ensemble de la population.

La dictature imposa un idéal par une action conjointe qui organisa une société sans dissensions, parfaite, dans laquelle le désir du sujet social restait aliéné aux abus de cet idéal. Elle agissait comme un classificateur qui intégrait ce sujet social sous ses emblèmes ou le marginalisait par la promesse de mort. La société se transforma ainsi en un camp de concentration (Maci, 1981).

La différence entre le moi idéal terrorisant et les idéaux singuliers de chaque sujet pouvait être si insupportable qu'elle produisait chez beaucoup une sorte de mort psychique, une aliénation (Aulagnier, 1979). Ceci arrivait à la manière d'un accident non enregistré et dans lequel les références et les traits identificatoires des subjectivités s'effaçaient. Son activité de penser continuellement menacée, et son système de l'idéal du moi écrasé par le moi idéal terrorisant, le sujet se constituait par rapport à l'unique référence identificatoire qu'il pouvait posséder sans risquer la mort.

La conséquence de ce conflit mortel est souvent la substitution de la pensée de l'autre à la sienne propre. La prohibition d'avoir des pensées dissidentes est intériorisée par le sujet psychique non seulement à cause de la menace qui pèse sur sa vie, mais aussi parce que penser en cet état de dépossession constitue une souffrance insupportable pour le moi. La défense est ici une

disqualification de l'activité de penser. On finit par légitimer, en les adoptant, les représentations de la violence effective autorisées par la dictature. C'est le triomphe de l'horreur.

On intériorise également le système social de persécution et on le reproduit avec l'autre social, lequel se transforme par là en ennemi potentiel. Dès lors, le travail de rupture réel des liens sociaux s'inscrit psychiquement sur un mode paranoïde.

Le dispositif de silence social que nous avons présenté plus haut opère dans le psychisme selon les formes décrites. D'une part, cela se fait par l'action du désir conjointement avec des désinvestissements libidinaux et avec la fascination exercée par la dictature et l'adhésion à cette dernière. D'autre part, le conflit du moi trouve une résolution dans le désinvestissement de sa propre pensée pour coller inéluctablement au discours de l'autre. Ceci entraîne la perte des aspects essentiels du moi.

Alors qu'un secteur de la population adhéra par conviction politique au discours totalitaire, un autre put conserver sa capacité de penser grâce à des pratiques politiques de résistance. Cependant, la majorité resta prise dans ce mouvement qui va du désir à la fascination, et de sa propre pensée à l'aliénation.

À l'époque, une parole condensait cette situation. Elle se référait au disparu de la manière suivante: « S'ils l'ont amené, c'est pour quelque chose... » Cette « explication » rend visible la marque du désaveu social qui s'incarne dans une croyance. Celle-ci obture tout désir de savoir et se met au service du désir de ne pas savoir, du désir de ne pas penser, permettant ainsi une certaine tranquillité. Quant à la perception sinistre de la disparition, sa dénégation s'appuie sur la construction collective d'une cause imaginaire cautionnée par le discours officiel.

Ce désaveu social de la population fut si profond que même aujourd'hui on trouve des témoignages de sa persistance. Dans « *Voisins de l'Horreur: les autres témoignages* », vidéo réalisé par un groupe de diplômés du « Taller Escuela Agencia », et basé sur des entrevues de voisins des centres de détention clandestins (tel que rapporté dans la publication *Pagina 12* du 19 octobre 1996), on peut lire:

« Une seule fois, j'ai entendu quelqu'un se plaindre, disant: « *Ne me frappez plus* ». Je n'arrive pas à le croire encore. »

« Ah, je ne sais pas, ils l'ont tué pour quelque chose. À moi, ils n'ont jamais rien fait, ils m'ont demandé mes papiers, rien de plus. Ils ont dit qu'il y avait des gens innocents, mais aussi des communistes... »

« Nous écoutions des cris de femmes et pensions qu'elles étaient des prostituées détenues, prises... »

Ces phrases sont prononcées, vingt ans après l'implantation de la terreur, par les mêmes voisins de cette horreur. Toutes étaient construites sur le mode du démenti ou de la dénégation. « J'écoutai quelqu'un... il énonçait l'intention d'inscrire le fait dans une série qui en ferait comme le maillon d'une chaîne, lui enlevant tout sens singulier. » « Ils disent qu'il y avait des gens innocents... »

L'exclusion des communistes, considérés comme coupables, implique un sujet qui énonce cette division illusoire pour se défendre d'une identification menaçante comme sujet social. Dès lors, il n'est plus en danger puisque non coupable. Comme sujet psychique, il se sent protégé par l'identification au monde des innocents. « Prostituées détenues... » Le fait d'imaginer la discrimination déjà existante à propos de ces dernières vient recouvrir la nouvelle situation d'exclusion.

Cette subjectivité est-elle ainsi construite qu'elle se refuse à croire? À reconnaître ce qu'elle écoute ou ce qu'elle tolère? Le retour de ce qu'elle dénie peut être fort douloureux et parfois insupportable. Dans une des entrevues, une jeune femme dit: « Quand j'ai su ce qui se passait dans ce lieu terrible, j'ai été horrifiée. C'est dur d'être proche de ce mur. »

Au cours du procès des juntas dictatoriales, tous ces faits furent révélés. Mais la législation « *Punto Final y Obediencia Debida* » (Prescription et devoir d'obéissance, 1985) aboutit à la disculpation de tous les coupables de la répression, sauf les chefs. Ces règles, légales mais illégitimes, créèrent un champ symbolique qui ne fut pas propice à l'élaboration de ce qui se passait. C'est ainsi que s'instaura la loi de l'impunité. Cinq ans après le procès, les chefs furent graciés.

Les procès constituèrent des exercices de mémoire collective mettant en scène publiquement les faits jusqu'alors déniés. Avec la preuve de la réalité de la perte, les sentiments d'horreur, d'un vécu terrible et intolérable, commencèrent à être reconnus et convertis en une douleur de deuil. Mais alors qu'on a la possibilité de se remémorer les événements, les excès associés à la présentation de la défense des responsables empêcheront cette inscription mémorielle dans un processus d'historisation.

Les situations décrites antérieurement ne générèrent pas les conditions sociales, politiques ou juridiques nécessaires à ce processus d'historisation. Elles ne créèrent pas non plus des énoncés de conditions sociales aptes à refondre l'ordre symbolique préalablement altéré. Les tortionnaires et les assassins circulaient parmi nous et la grande majorité n'étaient pas même enregistrés comme responsables à cause de la loi de *Obediencia Debida*.

Le silence social

*Pratiques et discours psychanalytiques*

En tant que psychanalystes, nous sommes habitués à travailler avec la violence. Si la violence primaire du discours de l'autre primordial est indispensable pour construire le psychisme, la violence secondaire produite par l'excès de ses énoncés génère la pathologie. Et que dire de la violence de nos interprétations qui dévoilent l'inconscient et, en particulier, les origines de la pulsion de mort et la répétition? Ajoutons-y les violences propres à toute organisation sociale, lesquelles sont organisées, légitimées et monopolisées par l'État, ainsi que celles produites par les individus. Nous travaillons alors avec des subjectivités qui conservent la marque de leurs exclusions, discriminations et injustices légitimées.

Le terrorisme d'État nous précipite dans des situations de violence inédites, car ce qui était en jeu, c'était l'anéantissement des personnes. De telles situations nous interpellent et nous impliquent avec la même intensité dès que:

- Analystes et patients sont les sujets d'une même horreur. Les modes de subjectivation de la terreur déjà signalés plus haut nous travaillent tous en tant qu'acteurs sociaux. Notre pratique professionnelle, en effet, nous demandait d'élucider<sup>3</sup> des troubles psychiques inédits dont l'apparition provenait directement des situations traumatiques causées par la violence politique. Cette violence particulière marquait les psychismes à des degrés de souffrance ou exigeait des traitements psychiques qui nous étaient absolument inconnus. On assistait à un croisement manifeste entre la Grande Histoire et la petite histoire.
- En tant qu'analystes, nous étions aussi dénués de protection. Les agents de la répression interrompirent nos sessions d'analyse de groupe. Séquestrations d'analystes et de patients dans les cabinets ou les cliniques de santé mentale furent des pratiques habituelles de la répression.

Pendant ces années, le travail des psychanalystes se déroula principalement dans deux cadres, soumis à des légalités distinctes: le cabinet privé et les équipes d'Assistance psychologique des Organismes de droits humains. L'un et l'autre de ces cadres légaux produisirent, tant chez les patients que chez les analystes, des effets distincts que je vais maintenant analyser en relation avec les situations déjà décrites.

D'abord, il faut observer que psychanalystes et patients partageaient un monde commun, c'est-à-dire que nous étions immergés dans la même réalité de violence sociale (Puget, J., Wender, L., 1982). Mettre en suspens le quotidien, chose si nécessaire à notre tâche analytique, était dans ce cas impossible à cause de la force du traumatisme.

Le fait de partager ce « vécu » de menace nous privait de la distance nécessaire pour soutenir un transfert; le sentiment du danger envahissait le cadre et rendait difficile l'interprétation. C'est qu'un transfert ne tire pas son soutien seulement d'une théorie et d'une institution qui garantissent la place de l'analyste, mais aussi d'un lien social qui préserve l'ordre du symbolique.

Face à cette insécurité permanente, comment conserver le désir d'interpréter les phénomènes inconscients? Comment ne pas tomber dans une écoute sidérée de la réalité? Comment ne pas se mettre à la recherche d'indices et de confirmations des dangers auxquels nous nous exposons en étant avec notre patient?

Souvent, nous étions saisis par une situation au point de nous nier et de nous empêcher d'analyser le matériel du patient, pour préserver le sentiment de sécurité que lui conféraient ses silences. Ici, le silence n'était pas seulement une résistance : il préservait aussi notre vie. Communiquer ses craintes de perdre ou ses pertes effectives mettait le sujet en danger objectif. C'est alors qu'on établissait des alliances inconscientes avec l'objet de l'« oublié », à savoir la réalité extérieure menaçante. Dans ce « refus de savoir », la répression psychique prenait le relais de la répression politique.

Bien des groupes communautaires convoqués pour élaborer les conséquences psychiques de la répression transmettent inconsciemment ces attitudes. À la reconnaissance des alliances inconscientes avec l'ordre totalitaire s'ajoutait la prise de conscience du déni, ce qui causait chez les sujets des sentiments d'étrangeté.

Le travail analytique dans les équipes des Organismes de droits humains et l'identification du facteur politique créèrent un champ de confiance qui nous protégeait du conflit issu de l'alliance avec le dispositif de silence social.

Les conditions de la possibilité de penser dans le cadre psychanalytique habituel, en cabinet privé, restaient menacées à cause de la cohabitation avec l'horreur. D'abord, la pratique clinique exigeait un travail dans un domaine complexe, du fait que les blessures psychiques venaient d'une catastrophe sociale. Comme je l'ai déjà dit, cette réalité objective avait précipité les victimes dans des fantasmes terrifiants et dans des états régressifs non déterminés par les singularités de leurs histoires libidinales.

C'est seulement en renvoyant cette fantasmagorie (imposée par l'agression sociale) aux significations de l'espace politique, lieu de sa production, que nous pouvions accéder au travail d'analyse des fantasmes singuliers chez chaque victime.

L'articulation du politique au psychanalytique nous interpellait dans cette nécessité de trouver des chemins de transmission psychique qui ne laisseraient pas les victimes dans la subjectivité de la terreur.

À ce niveau, s'actualisa une vieille polémique de la psychanalyse, celle de la relation entre réalité matérielle et réalité psychique, entre la structure et l'événement, polémique qui continue de questionner les psychanalystes et d'être l'objet de discussions entre théoriciens. Rarement fut-elle aussi manifeste qu'en ces circonstances.

S'il est certain que Freud abandonna la théorie du trauma réel pour la structure du fantasme comme étiologie de la névrose (« il ne croyait plus à sa *neurotica* »), il faut rappeler que jamais il ne ferma toute possibilité de continuer les recherches dans cette voie.

À ce point de notre réflexion, demandons-nous s'il existe dans la répression politique des fantasmes originaires autres que ceux de la sexualité, ou si ce n'est qu'en langage libidinal que se codifie la surdétermination du psychisme. Par rapport à ces situations, je pense que ce que le matériel de nos patients fait apparaître comme bord et limite, comme trans-sujetif et collectif, se transforme en une problématique nucléaire.

Une subjectivité politique est toujours en jeu chez le sujet psychique dès qu'il peut se constituer et se soutenir comme tel dans l'appartenance à un groupe social. Par conséquent, celle-ci et ses significations diverses forment un texte de symptômes, de bouleversements, d'associations, liés à nos interventions.

Dans le champ de la clinique, le deuil spécial que se transmettaient les parents des disparus rendit visible l'importance de ces débats qui décident des différentes positions de la théorie psychanalytique. Que les parents ne tiennent pas leurs disparus pour morts — qu'ils n'aient pas à soulager la culpabilité sociale en éludant la perte — s'imposait comme condition essentielle pour que se transmette quelque chose de ce deuil.

De nombreux analystes, en ne prenant pas en compte cette situation, travaillèrent à amener le parent à reconnaître la mort du disparu comme cadre d'élaboration du deuil, essayant de poser un savoir là où il était impossible. De cette façon, ils aliénèrent le sujet au discours du pouvoir, mettant ce parent dans la situation d'avoir à « tuer » symboliquement son fils, son père, sa mère, son frère. Il faut préciser que cette coupure symbolique procédait du discours social. Dans un cadre analytique, on pourrait voir dans ce « forçage » davantage un symptôme qu'une interprétation.

D'autres analystes, au contraire, soutinrent le statut du disparu, évitant de se trouver en position de savoir et d'offrir des certitudes. L'absence de certitudes concernant la mort du disparu structurait cette problématique. Le fait de se trouver en un lieu tiers pour supporter l'incertitude permit de ne pas obturer le vide de représentation. Ceci ouvrit donc d'autres avenues d'élaboration. Chaque endeuillé avait édifié ses propres représentations psychiques du disparu, lesquelles lui permirent de l'investir comme objet psychique, de tolérer le fantasme des souffrances du disparu et ses propres souffrances, et enfin de « contenir » l'idée d'un assassinat sans cadavre ni sépulture. Pour que ce travail se réalise, il fut nécessaire de renoncer à avoir des certitudes et à en donner.

Une des stratégies thérapeutiques pour pouvoir soutenir l'incertitude fut de reporter de fois en fois sa propre expérience privée et de la confronter avec l'expérience de ceux qui étaient dans la même situation, de manière à faire prendre conscience de la dimension collective du fait et à lui donner sens. Ils ne savaient pas; les analystes non plus. Ces analystes se laissèrent interpeller par l'inédit de l'expérience.

Pour pouvoir répondre à cette interpellation, il a fallu deux conditions: que les analystes soient capables d'élucider leur implication<sup>4</sup> politique, et qu'ils aient des liens avec des institutions en dehors du milieu psychanalytique. Aucun analyste ne travaille seul, il est toujours lié à une appartenance théorique et institutionnelle. C'est là le niveau de ses implications. Les analyser, c'est élucider comment il se situe par rapport aux institutions qui influencent son domaine d'activité. Ses théories, ses appartenances institutionnelles, sa position idéologique envers la santé et la maladie et enfin, ses attitudes politiques. Il n'existe pas de psychanalyse mais des pratiques psychanalytiques institutionnalisées et, donc, traversées par des conflits et des contradictions issues des forces sociales qui en prennent en charge l'exercice (Menendez, 1979).

Pendant cette période, l'isolement et la déliaison firent leur travail dans les institutions psychanalytiques. Celles-ci souffrirent d'un repliement, d'un silence quant à une prise de position politique. Beaucoup d'entre elles déployèrent un mouvement intense vers la théorisation. Cependant, elles ne connurent pas d'espace de circulation des débats sur les événements, ni de production de concepts théoriques spécifiques à la situation. On n'y constitua pas de référence identificatoire ni de protection capables d'en habiliter les membres à affronter la demande sociale pressante qui les sollicitait comme professionnels de la santé. Les dimensions imaginaire et symbolique des institutions psychanalytiques ont manqué, car l'espace social déjà perverti et attaqué dans ses significations fondamentales exigeait précisément des institutions qu'elles travaillent au rétablissement symbolique de la chaîne des causes et des effets de sens. En ce cas, travailler au niveau du symbolique était aussi prendre position dans le champ du politique pour ouvrir des conditions de possibilité de la pensée.

Quelles furent les pratiques et les attitudes subjectives qui empêchèrent de penser ce deuil singulier? D'une part, il y eut la dogmatisation de la théorie psychanalytique, dans la mesure où



les divers sens et les ordres légaux mis en jeu dans ces situations se fermèrent. D'autre part, l'impossibilité de donner sens à la réalité socio-historique et de faciliter sa resignification fut rationalisée en tant que neutralité.

Dans cette situation, la neutralité fidèle à l'éthique de la psychanalyse était de soutenir le non-savoir et de laisser ouvert l'espace pour l'avènement de significations socio-historiques qui rendraient possible la resignification de l'objet perdu.

Ceci donna lieu à une pratique clinique iatrogène.

Comme nous l'avons montré précédemment, il existait des pratiques cliniques, non seulement dans les cabinets privés, mais aussi dans un espace instituant des pratiques politiques et des significations sociales nouvelles. Il se forma des équipes de travail d'assistance psychologique dans les institutions de Droits humains comme sections de celles-ci.

Ces institutions s'organisèrent dans le mouvement contestataire que les « Mères de la Place de Mai » et le reste des familles instituèrent pour résister et pour s'opposer au silence imposé par la répression. Elles identifièrent les prisonniers comme disparus, les rendirent présents sur les banderoles, les pancartes, les silhouettes et jusque dans leurs propres corps. Encore aujourd'hui, elles font un tour sur la *Place de Mai* tous les jeudis. Elle rejetèrent le déni pour créer des significations qui permettaient de sortir de l'horreur de l'« irreprésentable ».

Les organismes se constituèrent comme un grand « analyseur »<sup>5</sup> qui dévoila ce qui était là mais ne pouvait pas être vu. « Vivant, ils les amenèrent, vivants, nous les aimons » et « Retour en vie et châtement pour les coupables » : ces mot d'ordre du mouvement fixèrent une limite, et ils ne furent jamais abandonnés. Avec cette interpellation, ils délimitèrent la responsabilité de la Dictature concernant les faits de la répression, et affirmèrent le droit de connaître le destin des disparus. En instituant de nouvelles représentations sociales, non seulement ils produisirent une prise de position politique mais ils créèrent également des conditions pour qu'ait lieu une pénible élaboration psychique de l'événement. Ces significations restituèrent la symbolique exacte qui permit la réorganisation du psychisme par l'énoncé d'un impossible.

Dans ces pratiques, nous concevions toujours le travail thérapeutique comme un accompagnement des victimes, comme une clinique des bouleversements et non des symptômes. Ainsi, nous voulions ne pas pathologiser ces souffrances. Dans cet accompagnement, nous acquîmes la conviction qu'une élaboration psychique singulière ne pouvait se réaliser qu'à partir d'une resignification politique. Resignification qui était un point de départ pour sortir de la passivité du traumatique et aller vers l'activité du protagoniste.

La participation depuis ces lieux nous permit de recréer des interrogations théoriques et de concevoir de nouveaux dispositifs pour aborder les cas d'urgence. Des dispositifs communautaires, de groupe ou encore individuels pouvaient s'organiser en moments distincts, conformément à ce que nous avions diagnostiqué pour chaque victime ou pour les groupes qui y correspondaient.

Cette intégration à un Organisme de droits humains exigea de nous des définitions socio-politiques explicites et le partage des tâches avec nos « accompagnés » au delà du thérapeutique, créant un champ de confiance bénéfique aux deux parties. Cette appartenance institutionnelle fut centrale pour nous faciliter l'accès à un milieu sécuritaire dans lequel on pourrait rendre pensable l'impensable.<sup>6</sup>

Nous-mêmes ne fûmes pas exempts de difficultés dans nos implications. Ainsi, la proximité avec les victimes nous amenait à d'intenses identifications qui devaient être l'objet d'analyse constante. De plus, les conditions dans lesquelles les parents déployèrent leurs luttes et les nouvelles réorganisations de leurs identités faisaient par moment chez nous l'objet d'une forte idéalisation. Également, le débordement d'angoisse, pas toujours présent de façon explicite chez chacun de nos consultants, nous laissait des contretransferts résiduels très difficiles à élaborer. L'analyse, à l'intérieur de l'équipe, de nos implications et nos contretransferts fut un lieu adéquat pour en faire l'élaboration. Par ailleurs, ce cadre nous permit de ne pas reproduire les clivages et la violence sociale dans laquelle nous étions insérés.

Ce que nos victimes ne pouvaient relater laissait en nous des traces devant être dévoilées dans le processus historique. Pendant ce temps, il y eut de crises, des créations, des passages à l'acte, des élaborations, des idées et des pratiques qui nous permirent d'être un peu protagonistes à une époque dévastatrice.

marta lyda l'hoste  
armenia 1491.(1414)  
buenos aires  
argentina

Traduit de l'espagnol par louise grenier

---

Bibliographie

- Aulagnier, P., 1979, *Los destinos del placer*, Barcelona, Argot.
- Bozzolo, R., Bonano, O., L'Hoste, M., 1993, El apoyo grupal en la elaboracion del trauma social, in : DeBrassi, Fernandez et al., *Tiempo Historico y campo grupal*, Nueva Vision.
- Castoriadis, C., 1992, *El psicoanalisis, proyecto y elucidacion*, Nueva Vision.
- L'Hoste, M., 1986, La desaparicion. Efectos psicosociales en Madres, in : Bozzolo et al, *Efectos psicologicos de la represion politica*, Sudamericana-Planeta.
- Lourau, R., 1970, El analisis institucional, Amorrortu.
- Maci, G., 1981, *El destino del Ideal en la Violencia*, travail présenté à l'Academia Natiocal de Ciencias.
- Mannoni, O., 1969, *La ostra escena. Claves de lo Imaginario*, Amorrortu.
- Menendez, E., 1979, *Cura y Control. La apropiacion de lo social por la pratica psiquiatrica*, Mexico Nueva Imagen.
- Puget, J., Weender, L., 1982, Analista y paciente en mundos superpuestos, *Psicoanalisis*, 4-3.

---

## Notes

1. Selon le concept d'imaginaire social de C. Castoriadis quant à l'univers des organisateurs de sentiments (mythes) qui soutiennent l'Institution des normes, valeurs et langage, pour lesquels une société peut être considérée comme une totalité.
2. Mannoni étudia cet énoncé « je sais mais quand même... » comme support de la croyance. Son efficacité subjective s'appuie sur un double mécanisme: a) il n'y a pas de reconnaissance inconsciente et b) la reconnaissance suppose le support de l'autre.
3. Concept emprunté de C. Castoriadis, qui parle du travail par lequel les hommes tentent de penser ce qu'ils font et de savoir ce qu'ils pensent.
4. Concept d'implication emprunté de R. Lourau, comme système de relations conscientes ou non qui existent entre l'acteur social et le système institutionnel dans lequel il est immergé.
5. « Analyseur » au sens que lui donne R. Lourau, comme ce qui permet de révéler la structure de l'institutionnel et du social, ce qui la provoque et l'oblige à parler...
6. On se réfère ici à certaines perceptions qui peuvent éveiller des émotions intolérables et qui ne trouvent pas de traduction en mots. Elles restent liées au concret, au vide, à la perte et à la répétition.